

# European Community Communauté européenne

June/Juin 1979

## Centre-Right Gains In First European Election

Nearly complete results from the first direct elections to the European Parliament on 7-10 June, show a general trend toward conservatism among Europe's voters.

The tentative distribution of seats is as follows:

European Conservatives	63
Christian Democrats	106
Liberals	40
European Progressive Democrats	21
Socialists	111
Communists and Allies	44
Others	25
<b>Total</b>	<b>410</b>

Socialists will remain the largest single group in the Parliament, but their share of seats has been reduced to one quarter from the third held in the old, appointed body.

EC-wide voter participation was 60 per cent. Generally speaking, voters in the six original member states showed more interest than did voters in the new members, Denmark, Ireland and the United Kingdom:

Belgium	92 per cent
Denmark	48 per cent
Germany	66 per cent
France	61 per cent
Ireland	58 per cent
Italy	86 per cent
Luxembourg	86 per cent
Netherlands	58 per cent
United Kingdom	32 per cent

EC Commission President Roy Jenkins, said he would have liked a bigger turn-out, but added that the level of participation would not reduce the effectiveness of the European Parliament.

"What will count in the future is the manner in which the members exercise their functions. The new Parliament will have more influence and increased moral authority. The direct elections offer it an opportunity to use its powers more effectively to make the Council and the Commission more sensitive to parliamentary opinion. The elections open a new chapter in the history of the Community," Mr. Jenkins said.

While some commentators predicted that the low turn-out would undermine the democratic credentials of the 410 new directly-elected members of the European Parliament (MEPs), most MEPs themselves

## Une victoire du centre-droit aux premières élections européennes

Les premiers résultats des élections au Parlement européen, tenues les 7 et 10 juin, indiquent une tendance vers le conservatisme chez les électeurs européens.

La répartition des sièges jusqu'à maintenant se lit comme suit:

Conservateurs européens	63
Chrétiens démocrates	106
Libéraux	40
Démocrates européens de progrès	21
Socialistes	111
Communistes et apparentés	44
Autres	25
<b>Total</b>	<b>410</b>

Les socialistes resteront le groupe le plus important au sein du Parlement, toutefois la proportion des sièges passera à un quart du tiers qu'ils détenaient auparavant dans l'ancien parlement.

Le pourcentage des votes à l'échelle de la Communauté est d'environ 60 pour cent. On a constaté que les électeurs dans les six pays fondateurs avaient manifesté un intérêt plus grand que ceux des nouveaux membres, à savoir Danemark, Irlande et Royaume-Uni:

Belgique	92 pour cent
Danemark	48 pour cent
Allemagne	66 pour cent
France	61 pour cent
Irlande	58 pour cent
Italie	86 pour cent
Luxembourg	86 pour cent
Pays-Bas	58 pour cent
Royaume-Uni	32 pour cent

Le président de la Commission de la C.E., M. Roy Jenkins, a déclaré qu'il "aurait voulu voir une participation plus élevée", mais il a ajouté que "ce niveau de participation ne réduira pas l'efficacité du Parlement européen."

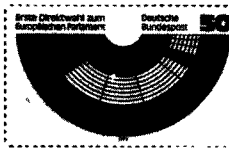
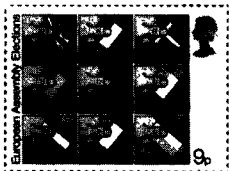
"Ce qui compte à l'avenir, c'est la manière dont les membres exercent leurs fonctions. Le nouveau Parlement aura davantage d'influence et une autorité morale accrue. Les élections au suffrage universel lui offrent une occasion d'utiliser ses pouvoirs d'une manière plus efficace pour mieux sensibiliser le Conseil et la Commission à l'opinion parlementaire. Elle ouvre un nouveau chapitre dans le développement communautaire", de dire M. Jenkins.

Alors que certains commentateurs ont prévu que ce bas niveau de participation affaiblirait l'autorité morale des 410 nouveaux membres du Parlement européen, la plupart de ses députés ne sont pas d'accord avec une telle



Simone Veil, leader of the MEPs from the Union pour la Démocratie française and candidate for the position of president (speaker) of the European Parliament

Mme Simone Veil, chef des députés européens du parti de l'Union pour la Démocratie française, et candidate pour la présidence du Parlement européen



Some of the stamps issued by the governments of the EC member states to commemorate the first direct elections European Parlia-

Une sélection des timbres-poste émis par les gouvernements des Etats membres de la C.E. à l'occasion des premières élections du Parlement européen au suffrage universel

disagreed. Many of them argued that the low level of interest was the result of the Parliament's lack of effective powers — a failure that they would try to remedy by the time the next European election comes in 1984.

## Euroquote

"We as a government are committed to British membership of the Community. The decision was taken by Parliament and confirmed by the British people. Ours is not a grudging acquiescence in Community membership. We believe it is not only right for Europe but right for this country. Our purpose is to engage fully and actively with our partners in developing the Community." Britain's new Prime Minister, Margaret Thatcher, speaking in London in May.

## EC Experts Eye Canada's "Energy Bus"

EC and Canadian officials hope to establish more concrete links in the field of energy conservation.

Experts from EC countries visited Canada in June to examine the federal government's Energy Bus programme. The buses — vans equipped with mini-computers and energy-measuring devices — are staffed by engineers and technicians who identify simple and cheap ways in which businesses can save energy through better management.

The visit is part of the 1976 EC-Canada framework agreement which calls for co-operation in economic, commercial and scientific projects.

## EC Needs Assured Uranium Supplies

"If Europe is to order new nuclear power stations of whatever design, it has to be clear that assured uranium and enriched uranium supplies to Europe are available, as the Community imports some 80 per cent of its natural uranium." This was stated by the EC Commission's Director for Nuclear Energy, Michael Davis, when he addressed the Canadian Nuclear Association in Toronto in June.

"Community enterprises have played an important part in helping the exploration and development of Canadian uranium, but the cumulative effect and residual uncertainties of present Canadian policies regarding uranium, notably in the field of foreign ownership, double taxation and lack of coherence between federal and provincial government policies, and export restrictions and pricing criteria appears to many Europeans as a disincentive for foreign capital to enter Canada."

hypothèse. Plusieurs d'entre eux croient que le peu d'intérêt manifesté par les électeurs européens était le résultat du manque de pouvoir effectif du Parlement, une situation à laquelle ils entendent remédier en vue des prochaines élections en 1984.

## En Bref

"En tant que gouvernement, nous avons un engagement envers l'affiliation de la Grande-Bretagne à la Communauté. La décision fut prise par le Parlement et confirmée par le peuple britannique. Notre consentement d'appartenir à la Communauté n'est pas réticent. Nous croyons que c'est non seulement ce qu'il faut à l'Europe mais également ce qu'il faut à ce pays-ci. Notre objectif est de nous engager pleinement et activement avec nos partenaires pour développer la Communauté." Déclaration de Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni, en mai dernier.

## Des experts de la C.E. étudient le programme Energibus

Des fonctionnaires canadiens et de la C.E. espèrent pouvoir établir des liens concrets pour la conservation de l'énergie.

Des experts des pays membres de la C.E. se sont rendus au Canada en juin afin d'étudier le programme Energibus mis au point par le gouvernement fédéral. L'Energibus, équipé de deux mini-ordinateurs et d'instruments de mesure de l'énergie — est pourvu d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens qui cherche des moyens simples et moins chers afin de permettre aux entreprises d'économiser l'énergie grâce à une meilleure gestion.

Cette visite fait partie du programme de coopération entre la C.E. et le Canada dans les domaines économique, commercial et scientifique prévu dans le contexte de l'Accord-cadre signé en 1976.

## La C.E. a besoin de sources sûres d'uranium

"Si l'Europe a l'intention de passer des commandes pour de nouvelles centrales nucléaires, elle doit être assurée de la disponibilité de ses réserves d'uranium naturel et d'uranium enrichi, car la Communauté importe quelque 80 pour cent de son uranium naturel," a déclaré M. Michael Davis, directeur pour l'Energie nucléaire de la Commission de la C.E., lors de son discours devant l'Association nucléaire canadienne à Toronto en juin dernier.

"Les entreprises communautaires ont joué un rôle important dans la prospection et le développement de l'uranium canadien, mais les effets cumulatifs et les incertitudes résiduelles qui résultent de la politique canadienne de l'uranium à l'heure actuelle, notamment dans le domaine des investissements étrangers, de la double taxation et du manque de cohérence entre les politiques des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que les restrictions sur les exportations et les critères de prix, apparaissent aux yeux de bien des Européens comme des barrières aux capitaux étrangers qui voudraient entrer au Canada."



The Energy Bus

L'Energibus

## EC Forest Products Mission Visits Canada

A delegation from the European Federation of Manufactured Wood Producers (FEMIB) visited Canada in May to study timber-frame housing.

Building codes in the EC are being adapted to changing technology and living standards and regulations prohibiting or limiting timber-frame construction are under review.

Timber-frame construction allows greater flexibility and is less expensive than concrete or brick-and-mortar housing.

The delegates expressed interest in purchasing Canadian lumber and in introducing Canadian construction techniques to Europe.

## Mission de produits forestiers de la C.E. au Canada

Une délégation de la Fédération européenne des syndicats de fabricants de menuiseries industrielles de bâtiment (FEMIB) était de passage au Canada en mai afin d'étudier les techniques de la construction à ossature de bois.

Les codes de construction dans la C.E. sont en train d'être adaptés aux changements technologiques et du style de vie, et les lois prohibant ou limitant la construction à ossature de bois sont réexaminées.

La construction à ossature de bois permet une plus grande flexibilité et coûte moins cher que le béton ou le briquetage.

Les délégués se sont montrés intéressés à l'achat de bois canadien et à l'introduction en Europe de techniques de construction canadiennes.

Mr. Curt Heidenreich (left), Head of the EC Commission's Delegation, and the ambassadors of France, Germany, Italy, Japan, the United States and the United Kingdom, were invited on 20 June, for discussions with Prime Minister Clark in preparation for the Tokyo Economic Summit

M. Curt Heidenreich (à gauche), chef de la Délégation de la Commission de la C.E., et les ambassadeurs de France, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont été invités le 20 juin, à des pourparlers avec le premier ministre Clark en vue du sommet économique à Tokyo



## Head of Delegation Addresses Ottawa C.I.I.A. Annual Dinner

Mr. Curt Heidenreich, Head of the EC Commission's Delegation, addressed the annual dinner of the Ottawa Branch of the Canadian Institute of International Affairs on 19 June.

In his speech, Mr. Heidenreich focussed upon the prospects for the EC's future development in the light of the direct elections to the European Parliament, Greek accession, the multilateral trade negotiations, the international energy situation and the European Monetary System. He also reported on the progress and the status of EC-Canada cooperation.

He concluded: "Many challenges lie ahead. One of the most difficult challenges is to overcome the differences which are dividing this planet into three, four and even five worlds. The people of the European Community have shown the way in the past thirty years.

"As Jean Monnet liked to say: 'Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes.' Let that be our vocation as we look to the future."

## Le chef de la délégation devant l'I.C.A.I. d'Ottawa

M. Curt Heidenreich, chef de la Délégation de la Commission de la C.E., s'est adressé le 19 juin dernier, à la section d'Ottawa de l'Institut canadien des Affaires internationales.

Dans son discours, M. Heidenreich a mis l'accent sur les perspectives de développement de la C.E. à la lumière des élections directes au Parlement européen, l'adhésion de la Grèce, les négociations commerciales multilatérales, la situation énergétique internationale et le Système monétaire européen. Il a également commenté sur les progrès et le statut de la coopération C.E.-Canada.

Pour conclure, M. Heidenreich a déclaré: "Beaucoup de problèmes nous attendent. Le plus difficile sera de surmonter les écarts qui divisent cette planète en trois, quatre, voire cinq mondes. Les peuples de la C.E. ont montré la voie pendant les trente dernières années."

"Comme Jean Monnet aimait à dire: 'Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes.' Que ceci soit notre vocation quand nous envisagerons l'avenir."

## EC Set to Ratify UN Liner Code

The EC agreed in May to ratify the proposed UN liner code, intended to guarantee developing countries a significantly bigger share of international non-bulk cargo shipping.

The code would share cargo carried on major shipping routes according to a formula assigning 40 per cent of a given trade route to the importing and exporting countries respectively, while leaving the remaining 20 per cent for third countries.

The EC has, however, insisted that important parts of the code should not be applied to liner conference trades between EC members and other industrialized countries belonging to the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

In such trades, the 80 per cent share of the exporting and importing countries would be allocated between lines on a commercial basis, as at present, but cross-traders from developing countries would be entitled to bid for up to 20 per cent of the business. The code's provisions for fixing freight rates would not be applied in such cases.

Secondly, to prevent EC countries from invoking the code to gain business at each other's expense, in trade between an EC member and a developing country the former's 40 per cent share would be open to competition from other EC lines on a commercial basis.

Lines from OECD countries outside the Community would be eligible to share in these arrangements, provided they offered reciprocal opportunities in trade covered by the code.

## Japan Orders Airbus

Japan's Toa Domestic Airlines has signed a \$260 million contract to buy six Airbuses from the European Airbus Industrie consortium.

This first Airbus purchase by a Japanese airline is part of Tokyo's plan to trim Japan's huge trade surplus with the EC, totalling \$7.4 billion last year.

The contract called for delivery of the six jets — jointly constructed by Britain, France, Germany, Spain, the Netherlands and Belgium — by early 1982.

## La C.E. se joint au code de conduite des conférences maritimes

En mai dernier, la C.E. a convenu de ratifier le code de conduite pour les conférences maritimes proposé par les Nations-Unies, lequel vise à garantir aux pays en développement une part beaucoup plus importante des cargaisons internationales de marchandises qui ne sont pas expédiées en vrac.

Aux termes de ce code, les cargaisons acheminées sur les principales voies maritimes seraient réparties selon une formule donnant 40 pour cent d'une voie commerciale donnée aux pays importateurs, 40 pour cent aux pays exportateurs, et les 20 pour cent restant aux pays tiers.

La C.E. a cependant insisté pour que les parties essentielles du code ne s'appliquent pas au trafic des lignes régulières entre les Etats membres de la C.E. et les autres pays industrialisés appartenant à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Pour ces routes régulières, les 80 pour cent revenant aux pays exportateurs et importateurs seraient répartis entre les lignes, sur une base commerciale, comme c'est le cas actuellement. Mais les sociétés maritimes des pays en développement pourraient solliciter jusqu'à 20 pour cent des transactions. Les dispositions du code relatives à la fixation des taux de fret ne s'appliqueraient pas dans pareils cas.

Par ailleurs, pour empêcher un pays membre de la C.E. d'invoquer ce code pour s'approprier des transactions aux dépens des autres pays membres, les 40 pour cent d'un pays membre de la C.E. faisant affaire avec un pays en développement pourraient être sollicités, par voie de concurrence, par d'autres lignes de la C.E. sur une base commerciale.

Les lignes des pays de l'OCDE ne faisant pas partie de la Communauté pourraient participer à de tels arrangements, pour autant qu'elles offrent des perspectives commerciales prévues par le code, sur une base réciproque.

## Achat d'Airbus par le Japon

Les lignes domestiques aériennes japonaises Toa ont signé un contrat de \$260 millions avec le consortium Airbus Industrie, pour l'achat de six avions Airbus.

C'est le premier achat Airbus fait par une compagnie aérienne japonaise, et il fait partie d'un projet élaboré par Tokyo afin de réduire l'énorme excédent commercial existant entre le Japon et la C.E., et qui atteignait \$7.4 milliards l'année dernière.

Ce contrat permettra la livraison en 1982 de six Airbus, avions fabriqués conjointement par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique.

## Japan Eases Trade Rules

The EC Commission in May announced a significant breakthrough in getting Japan to lower some non-tariff barriers that inhibit EC exports.

The Commission's Director-General of External Relations, Sir Roy Denman, told reporters after talks in Tokyo that the Japanese had agreed to reduce their lengthy and thorough testing procedures on many products.

The testing procedures applied to pharmaceuticals, agricultural chemicals, tractors, and gas, electrical and sanitary appliances.

Considerable difficulties remained in getting the Japanese to remove non-tariff barriers on footwear and processed agricultural products, Sir Roy said.

## Joint Trade Policy Extended

EC member states are no longer able unilaterally to introduce or cut national quotas on imports from non-EC countries.

Following a decision published in the EC Official Journal in May, the Nine have given the EC Commission sole authority over quantitative restrictions on imports of products not yet liberalized at Community level.

The changes do not cover textiles, for which a separate agreement exists.

Until now, the Commission has had sole authority over products on the "list of liberalized products", those for which no quotas existed at EC level. This list covered 85 per cent of the Community's 1,010 tariff positions.

But on the remaining 15 per cent, which included politically sensitive sectors such as footwear, cars and ball bearings, certain member states maintained national restrictions which were not subject to Commission surveillance. They were able to introduce or cut back these quotas as they saw fit, providing they first consulted the Commission and the other states.

## Fireproof Clothes A Cancer Risk

The EC Commission has asked member states to ban by the end of the year the marketing of clothes treated with trisphosphate — used to make garments fireproof.

Experts have confirmed that this substance is carcinogenic in animals, and may constitute a cancer hazard in humans.

## Le Japon assouplit ses règles commerciales

La Commission de la C.E. a annoncé en mai dernier, un succès substantiel en ce qui concerne la réduction des barrières non-tarifaires japonaises à l'importation de certains produits européens.

Le directeur-général aux Relations extérieures, Sir Roy Denman, a déclaré aux journalistes à la fin des entretiens à Tokyo, que les Japonais avaient accepté d'assouplir les procédures de vérification, souvent longues et détaillées, de différents produits.

Les procédures de vérification étaient effectuées sur les produits pharmaceutiques, les produits chimiques utilisés dans l'agriculture, les tracteurs et les appareils électriques, sanitaires et à gaz.

De nombreux problèmes sont encore à régler, tels que la suppression des barrières non-tarifaires à l'importation de chaussures et de produits agricoles, a conclu Sir Roy.

## Extension de la politique commerciale conjointe

Les Etats membres de la C.E. ne pourront plus instaurer ni réduire unilatéralement les contingents nationaux pour les importations provenant des pays non membres de la C.E.

Conformément à une décision publiée en mai dans le Journal officiel de la C.E., les Neuf ont fait de la Commission de la C.E. la seule autorité en matière de restrictions quantitatives pour les importations de produits qui n'ont pas encore été libérés à l'échelle de la Communauté.

Cette décision ne concerne pas les textiles, qui font l'objet d'une entente distincte.

Jusqu'à présent, les produits figurant sur la "liste des produits libérés", c'est-à-dire ceux pour lesquels il n'existait aucun contingent au niveau de la C.E., relevaient exclusivement de la Commission. Cette liste comprenait 85 pour cent des 1,010 postes tarifaires de la Communauté.

En ce qui concerne les 15 pour cent restant, lesquels regroupaient des secteurs particulièrement sensibles sur le plan politique — notamment les chaussures, les automobiles et les roulements à billes — certains Etats membres avaient adopté des restrictions nationales sur lesquelles la Commission n'avait aucun droit de regard. Ils pouvaient donc librement instaurer ou réduire ces contingents, après avoir préalablement consulté la Commission et les autres Etats membres.

## L'interdiction de certains vêtements cancérigènes

La Commission de la C.E. a demandé aux Etats membres d'interdire d'ici la fin de l'année, la mise sur le marché de certains vêtements contenant du phosphate de tri, utilisé dans la fabrication de vêtements ignifugés.

Un groupe d'experts toxicologues a confirmé que ce produit est cancérigène chez les animaux et peut également présenter un risque de cancer pour l'homme.

## Cheysson Defends EC's Third-World Record

Claude Cheysson, European Commissioner for Development, strongly defended the EC's liberal trade policies towards less developed countries when he addressed the United Nations Conference on Trade and Development in Manila in May.

The Community's Generalized System of Preferences was the most extensive in operation allowing some \$8 billion worth of goods to enter the Community duty-free every year. Over the last five years Community imports from developing countries had grown at an annual rate of 31 per cent, the world's highest growth rate.

In addition, the Lomé Convention gave its 57 member states duty-free access for 99.4 per cent of their exports.

Mr. Cheysson expressed the Community's view that international consultations were vital to make allowance for increases in Third World exports.

## EC And ACP Negotiate New Trade and Aid Pact

The European Community and 57 African, Caribbean and Pacific countries reached agreement on 27 June on the contents of the convention which will replace the Lomé Convention, when it expires next March.

The accord makes about \$9.5 billion worth of grants and loans available to the ACP countries, some 60 per cent more than the present convention offered during its five-year term.

Under the new agreement, the "Stabex" system of stabilizing the ACP countries export revenues will cover more farm products as well as copper, cobalt, bauxite, phosphates, manganese and tin.

The text of the agreement will be ready for signing in a few weeks.

## EC Aids Asian Refugees

The EC has contributed \$6.3 million toward U.N. efforts to deal with Southeast Asia's growing refugee problems.

The EC Commission said in June that the money would be given to the U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) and was in addition to the \$1.5 million given in February.

## Cheysson défend la politique de la C.E. à l'égard du Tiers-Monde

A la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui s'est tenue à Manille en mai dernier, M. Claude Cheysson, commissaire européen au Développement, s'est vigoureusement porté la défense de la politique commerciale libérale de la C.E. à l'égard des pays moins avancés.

Le Système de préférences généralisées de la Communauté avait une portée très grande, puisqu'il permettait à quelque 8 milliards de dollars de marchandises d'entrer, chaque année, en franchise de droits dans la Communauté. Ces cinq dernières années, les importations de la Communauté provenant des pays en développement ont connu un taux annuel de croissance de 31 pour cent, taux qui est le plus élevé au monde.

Par ailleurs, la Convention de Lomé donnait à ses Etats membres une franchise tarifaire à l'entrée pour 99.4 pour cent de leurs exportations.

M. Cheysson a exprimé l'opinion de la Communauté sur l'importance vitale des consultations internationales qui permettent de tenir compte des augmentations des exportations du Tiers-Monde.

## Aboutissement des négociations C.E.-ACP

La Communauté européenne et les 57 pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) se sont mis d'accord, le 27 juin, sur le contenu de la convention qui fera suite à la Convention de Lomé, laquelle prendra fin au mois de mars 1980.

L'accord mobilise à peu près \$9.5 milliards en prêts et dons au bénéfice des pays ACP, soit quelque 60 pour cent de plus que ce qui avait été accordé pendant les cinq années d'application de la Convention de Lomé.

Aux termes de ce nouvel accord, le système de stabilisation des revenus d'exportation ("Stabex") couvrira un plus grand nombre de produits agricoles, ainsi que le cuivre, le cobalt, la bauxite, les phosphates, le manganèse et l'étain.

Le texte de l'accord sera signé dans quelques semaines.

## La C.E. aide les réfugiés asiatiques

La C.E. a contribué aux efforts des Nations Unies afin de régler le problème des réfugiés d'Asie du Sud-Est en donnant une somme de \$6.3 millions.

La Commission a déclaré que cette somme qui est un supplément aux \$1.5 millions donnés en février dernier, serait remise au Haut Commissaire pour les réfugiés (UNHCR).

## EC Leaders Call For Freeze On Oil Imports

EC leaders plan to develop indigenous energy sources and keep EC oil imports at 1978 levels for the next five years. The decision was taken by EC heads of government and Commission President Roy Jenkins at a European Council meeting in Strasbourg on 21-22 June.

The leaders warned that if such a strategy could not be worked out in conjunction with other industrialized regions, the world would rapidly move towards a large-scale economic and social crisis.

As a first step toward averting this crisis, the Community asked Canada, Japan and the United States, at the Tokyo economic summit on 28-29 June, to support the import freeze.

This year's second European Council also warned that the Israeli government's encouragement of settlements on occupied territories was incompatible with UN resolution 242 and hindered peace efforts in the Middle East.

## Le Conseil européen demande une stabilisation des importations de pétrole

Les leaders de la C.E. se proposent de développer les sources d'énergie communautaires et de maintenir les importations de pétrole au niveau de 1978 pour les cinq prochaines années. La décision a été prise par les chefs de gouvernement et le président de la Commission de la C.E., M. Roy Jenkins, à la réunion du Conseil européen à Strasbourg, les 21 et 22 juin.

Si une telle stratégie ne peut être développée conjointement avec d'autres régions industrialisées, le monde se précipitera vers une crise économique et sociale grave, ont déclaré les leaders de la C.E.

Dans une première étape afin d'éviter la crise, la Communauté a demandé, lors du sommet économique de Tokyo des 28 et 29 juin, au Canada, au Japon et aux Etats-Unis d'appuyer la stabilisation des importations.

Le deuxième Conseil européen de 1979 a également averti le gouvernement israélien que sa politique d'implantation de colonies sur les territoires occupés, était incompatible avec la résolution 242 de l'ONU et constituait un obstacle aux efforts de paix au Moyen-Orient.

## EC Protests U.S. Oil Subsidy

## La C.E. déplore les subventions au pétrole

Guido Brunner, Commissaire responsable de l'énergie, a posé la première pierre, en mai, pour le Joint European Torus project in Culham, Great Britain

M. Guido Brunner, commissaire responsable de l'Énergie, a posé en mai la première pierre du projet de fusion nucléaire JET (Joint European Torus) à Culham en Grande-Bretagne

The JET project represents a substantial part of the Euratom's nuclear fusion research programme. The programme aims to develop nuclear fusion as a new source of energy for Europe and will cost \$300 million over five years

Le projet JET représente un élément important du programme de recherche sur la fusion nucléaire de l'Euratom. Ce programme vise à développer la fusion nucléaire en tant que nouvelle source d'énergie pour l'Europe et \$300 millions dans sa première phase quinquennale y seront alloués



Dr. Guido Brunner, EC Commissioner responsible for energy, has made strong representations to the United States government over the newly announced subsidies of about \$5 per barrel on imports of heating oil and other refined petroleum products.

Dr. Brunner said that the subsidy could worsen the EC's own supply position by drawing refined products away from its markets and could also encourage a further increase in international oil prices.

The Commission has begun a careful check on the European oil market to assess the impact of the move.

M. Guido Brunner, commissaire de la C.E. responsable de l'Énergie, a fait des représentations énergiques contre la politique annoncée par le gouvernement américain d'offrir une subvention de \$5 le baril pour les importations de mazout et d'autres produits pétroliers raffinés.

M. Brunner a déclaré que les subventions pourraient provoquer une détérioration des conditions d'approvisionnement dans la C.E. dans la mesure où elles attireraient les produits raffinés vers le marché américain. De plus, les subsides pourraient provoquer une nouvelle hausse du prix international du pétrole.

La Commission a déjà commencé à superviser le marché européen du pétrole afin d'évaluer l'impact de la politique américaine.

## Fall In EC Oil Reserves

EC oil reserves had fallen since the start of the year, Energy Commissioner Guido Brunner said in May.

## Les réserves de pétrole chutent

Les réserves de pétrole dans la C.E. ont diminué depuis le début de l'année, selon M. Guido Brunner, commissaire à l'Énergie.

Dr. Brunner said the EC had reserve supplies sufficient for 113 days at the start of the year, but they had since fallen to 100 days.

## Jenkins Congratulates Clark on New Office

EC Commission President Roy Jenkins sent the following message to newly elected Prime Minister Joe Clark:

"On my own behalf and that of the Commission of the European Communities, I convey to you our warm congratulations on your appointment as Prime Minister of Canada. We look forward with confidence to continuing and developing the close relationship that exists between Canada and the Communities and we wish you every success and good fortune in the tasks which lie before you.

"I look forward to seeing you at the Tokyo summit next month."

## EC Urges S. Africa To Accept UN Force

The EC in May appealed to South Africa to accept without delay a UN force in Namibia (South-West Africa) to lead the territory to independence.

Speaking for the EC, French Ambassador Jacques Leprette said in the UN General Assembly that the EC rejected any Namibian settlement based on South African-sponsored local elections last December.

He said South Africa's plan to transform the constituent assembly which resulted from the elections would not legitimize the poll, declared invalid by the Security Council.

## EC Diary

### May

**28** Signing of Greek Accession Treaty in Athens.

### June

**7-10** European Parliament direct elections.

**21-22** European Council in Strasbourg.

**28-29** Tokyo economic summit.

### July

**1** Ireland succeeds France in the presidency of the Council of Ministers.

**17-20** The first directly elected European Parliament sits in Strasbourg.

M. Brunner a déclaré en mai que les réserves de pétrole ne suffisent qu'à 100 jours de consommation, soit 13 jours de moins qu'au début de 1979.

## Félicitations du président Jenkins au Premier ministre Clark:

Le président de la Commission de la C.E., M. Roy Jenkins a fait parvenir le message suivant au nouveau premier ministre canadien, M. Joe Clark:

"Au nom de la Commission des Communautés européennes et en mon nom personnel, je vous transmets nos chaleureuses félicitations à l'occasion de votre nomination comme Premier ministre du Canada. Nous sommes confiants que les bons rapports déjà existants entre le Canada et la Communauté seront poursuivis et même renforcés. Nous vous présentons nos meilleurs vœux de succès pour l'accomplissement des tâches qui vous incombent.

"Je me réjouis de vous rencontrer au sommet de Tokyo le mois prochain."

## La C.E. exhorte l'Afrique du Sud d'accepter l'intervention des Nations Unies

La C.E. a enjoint, en mai dernier, l'Afrique du Sud, d'accepter sans attendre la mise en place d'un détachement militaire des Nations Unies en Namibie (Afrique du Sud-Ouest) pour faciliter le passage de ce pays à l'indépendance.

M. Jacques Leprette, ambassadeur de France parlant au nom de la C.E., a déclaré devant l'Assemblée générale des Nations Unies, que la C.E. avait rejeté toute tentative d'un règlement namibien basé sur les élections locales unilatérales, organisées en décembre dernier.

Il a ajouté que la décision du gouvernement sud-africain de transformer l'Assemblée nationale, organe issue de ces élections, ne pourra légitimer le vote déclaré nul par le Conseil de Sécurité.

## La C.E. au jour le jour

### Mai

**28** Signature du Traité d'adhésion de la Grèce à Athènes.

### Juin

**7-10** Elections directes du Parlement européen.

**21-22** Conseil européen à Strasbourg.

**28-29** Sommet économique de Tokyo.

### Juillet

**1** L'Irlande succède à la France à la présidence du Conseil des ministres.

**17-20** Le premier Parlement européen directement élu siège à Strasbourg.



Mr Joe Clark in conversation with Mr François-Xavier Ortoli, then President of the EC Commission, during Mr Clark's visit to Brussels in September 1976

M. Joe Clark en compagnie de M. François-Xavier Ortoli, alors président de la Commission de la C.E., durant la visite de M. Clark à Bruxelles en septembre 1976



European Community is published by the Press and Information Service, Delegation of the Commission of the European Communities, 350 Sparks Street, Ottawa, Ontario, K1R 7S8. The contents do not necessarily reflect the views of the European Community institutions or of its member states. Reproduction of editorial material is authorized.

Communauté européenne est publiée par le Bureau de Presse et d'Information de la Délégation de la Commission des Communautés européennes, 350 rue Sparks, Ottawa, Ontario, K1R 7S8. Le contenu rédactionnel ne reflète pas nécessairement le point de vue des institutions de la Communauté européenne ni de ses Etats membres. La reproduction de toute information est libre.